

# ■ Simulation politique

## Article de nouvelles de politique québécoise

### CONTRACEPTION D'URGENCE : CETTE MÉCONNUE

Le 8<sup>e</sup> Congrès de la Société nationale pour la recherche sur la contraception, qui se tenait récemment à Toronto, ouvrait sur une nouvelle inquiétante : la contraception d'urgence est très méconnue. Une enquête récente menée dans 29 pays et portant sur la contraception, publiée lundi dernier, montre une méconnaissance frappante de la contraception, plus particulièrement aux États-Unis, au Canada et en France.

Stephen Wilson, de la Fédération internationale de la planification familiale, a tenu à commenter les résultats de l'étude. « La connaissance de la contraception d'urgence est quasi inexistante, ce qui est alarmant pour nous. Par exemple, un maigre 21 % des Canadiens connaîtrait son existence, sans toutefois être en mesure d'expliquer correctement son mode de fonctionnement, la plupart croyant à tort qu'elle doit être utilisée dans les 24 heures suivant le comportement sexuel à risque... alors que dans les faits, celle-ci peut être prise jusqu'à cinq jours après pour éviter une grossesse non planifiée. D'autres croyaient qu'elle protégeait contre les ITSS, alors qu'il n'y a que le condom qui puisse le faire. » Des mythes semblables et chiffres similaires ressortent lorsqu'on questionne les jeunes sur différents moyens contraceptifs tels le stérilet, l'injection contraceptive, le timbre contraceptif ou l'anneau vaginal.

« Notre plus grand désir serait qu'une campagne publicitaire expliquant les moyens de contraception ainsi que la contraception d'urgence soit conçue par Santé Canada. Cette campagne pourrait être faite sous forme de capsules. Sachant qu'une capsule de ce genre peut coûter entre 50 000 \$ et 100 000 \$ si le gouvernement décide de la faire circuler sur Internet, le coût est très minime comparativement aux effets bénéfiques que cela pourrait avoir. Et Internet est le véhicule utilisé par les jeunes », ajoute M. Wilson. Un autre avantage, selon lui, est que ces capsules pourraient être utilisées dans les écoles, pour compléter le travail effectué par les infirmières, qui sont souvent débordées.

De plus, il prône l'embauche de sexologues dans les écoles pour s'occuper de l'éducation à la sexualité saine, particulièrement en ce qui concerne la prévention des grossesses et des ITSS.

Tous ne partagent toutefois pas son avis. En effet, Carole Guimont, porte-parole de la Ligue des contribuables du Québec, dénonce une telle volonté. « Embaucher des sexologues dans les écoles, faire une campagne de publicité... À un moment donné, faut bien se rendre compte que tout ça, ça coûte cher ! », s'exclame-t-elle. Elle précise ensuite sa pensée en affirmant être tout à fait en faveur des objectifs visés, soit la diminution des ITSS chez les jeunes Canadiens et la baisse des grossesses d'adolescentes, mais dit croire que la priorité ne doit pas se situer à ce niveau. « L'État, c'est bien beau,



ça fait beaucoup de choses. Mais on ne peut exiger de lui de tout faire, on ne peut juste pas se le payer. Il y a déjà des programmes qui existent, on a juste à mieux les gérer, et ainsi économiser ! On ne peut pas toujours ajouter programme par-dessus programme. Il faut aussi demander aux parents de se responsabiliser, d'éduquer leurs enfants. C'est plus efficace, plus personnel et moins cher !».

Tant du côté de M. Wilson que de celui de Mme Guimont, on dit attendre une réponse claire du gouvernement à la suite de la publication de cette recherche.

